

Surmortalité : la députée veut des réponses

SANTÉ. Audrey Dufeu, députée LREM, explique s'être préoccupée de la surmortalité en région nazairienne dès novembre. Elle a relancé la ministre de la Transition écologique en mai.

À la suite de notre article paru le 2 juin consacré à la surmortalité en région nazairienne, avec la question portant sur la demande d'enquête par l'État, la députée Audrey Dufeu tient à répondre. Elle précise être préoccupée depuis le début de son mandat sur la question de la santé des habitants de la Carène, soulignant qu'elle avait « interpellé le gouvernement le 26 novembre dernier sur ce sujet. »

Courrier à la ministre : « Ces études ont-elles été réalisées ? »

Pour rappel, deux études publiées en septembre dernier par l'ARS Pays de la Loire et l'Observatoire régional de santé sur l'état sanitaire des habitants de la Carène ont démontré que les habitants du secteur étaient plus sujets aux cancers que dans le reste de la France. « Après avoir rappelé les chiffres alarmants de la surmortalité en matière de cancers et de maladies cardiovasculaires dans ma circonscription, j'ai demandé au gouvernement la mise en pla-



Audrey Dufeu : « Il faut permettre aux habitants de la Carène de disposer des mêmes chances que le reste des Français » Archives PO-FLB

ce d'études épidémiologiques complémentaires et des moyens pour l'Observatoire Régional de santé pour travailler en priorité sur cette situation », précise la députée de la 8^e circonscription de Loire-Atlantique, dont le périmètre correspond aux études.

Plus récemment, dans le cadre d'une relance du dossier, dont une « question sur ce sujet posée dans un hémicycle et après avoir écrit au directeur général de l'ARS, le gouvernement a pris des engagements. »

Audrey Dufeu, a adressé le 5 mai à la ministre de la Transi-

tion écologique et solidaire une demande sur les avancées effectuées. « Ces études ont-elles été réalisées ? Quand seront publiés leurs résultats ? Les industriels les plus polluants ont l'obligation de mettre en place les meilleures techniques prévalant à ce jour sur le plan européen, mais des investigations ont-elles été menées afin de s'assurer que cela était le cas ? La situation de l'entreprise Yara sur mon territoire illustre malheureusement les difficultés que rencontre l'État à faire respecter les normes sanitaires à des acteurs industriels qui mettent en danger, par leur action, la santé de la population en plus de l'environnement et la biodiversité. »

Trois associations, Vivre à Méan Penhoët de Saint-Nazaire, l'Association des habitants du village de Gron à Montoir-de-Bretagne et l'Association dongeoise des zones à risques et du PPR ont lancé une pétition pour réclamer une enquête. « Le sous-préfet, qui nous a reçus le 10 décembre dernier, nous avait promis une réponse de Santé Publique France avant la fin janvier. Nous attendons toujours cette réponse. »

S. Le Hesran